

L'EGALITE DES CHANCES AU SEIN DE L'ECOLE DE LA REPUBLIQUE

En 1791, la Constitution prévoyait la création et l'organisation d'une "instruction publique commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables à tous les hommes". Ainsi avec la Révolution, l'éducation devenait une affaire d'État.

Moins d'un siècle plus tard, Jules FERRY disait en 1880 "La République a fait l'école, l'école fera la République".

Une définition pratique de l'École est qu'elle est une institution qui a pour mission de transmettre les savoirs construits par les hommes précédents aux générations naissantes et de rendre celles-ci capables de continuer le travail. L'École n'existe que parce qu'il faut transmettre des savoirs.

Sans aucun doute, la limite principale de l'École de la République de Jules FERRY tenait en sa vision conservatrice de la société qu'elle ne voulait pas alors mettre en cause. L'enseignement primaire, en effet, avec ses prolongements dans le primaire supérieur, était alors pensé et organisé à côté d'un enseignement secondaire, avec le baccalauréat, qui demeurait "l'école de la bourgeoisie" confortée par l'utilisation parcimonieuse des bourses

Si l'on ajoute que l'enseignement technique ne trouvait que peu de place et fut longtemps traité en parent pauvre, il est évident que l'ensemble du système était construit sur une logique élitiste – qui plus est fortement masculine.

Dès son origine, cette école là était inévitablement en contradiction avec les promesses égalitaires de la démocratie politique prônée alors.

Les évolutions intervenues depuis la fin du 19^e siècle ont tenté de répondre aux interrogations posées par la prise en compte de deux grandes problématiques un peu contraire :

- d'un côté, la recherche d'un système unifié d'éducation pour surmonter ses divisions,
- de l'autre, la prise en compte de la diversité sociale et culturelle.

Si au fil des siècles, l'enseignement de masse, d'abord à l'école primaire puis au niveau secondaire s'est mis en place, il a aussi placé les enseignants devant des interrogations fondamentales quant à leur métier et aux politiques éducatives.

En même temps que l'accès à l'éducation se massifiait, le métier d'enseignant évoluait. Les Hussards noirs de Jules FERRY, notables locaux qu'étaient les enseignants de la fin du 19^e siècle, ont perdu au fil du temps cette aura qui leur donnait d'emblée un respect teinté d'envie de la part de leurs élèves.

Les guerres et les crises du début puis du milieu de 20^e siècle ont achevé de modifier profondément les attentes mais aussi les perceptions que son environnement avait quant à l'École.

Les années que nous vivons depuis deux décennies sont elles aussi venues perturber le bel ordonnancement des choses. Le chômage de masse et les incertitudes du marché de l'emploi, la diversification des statuts professionnels, la présence d'une immigration installée, concentrée géographiquement, les conséquences de la crise urbaine, avec la progression des phénomènes de violence, tout cela a nourri les inquiétudes des familles qui gardent souvent l'espoir que l'école peut assurer l'avenir des individus, mais qui peuvent aussi être découragées par la complexité et les rigidités du système.

Quant à eux, les enseignants sont confrontés à la gestion de plus en plus acrobatique de publics scolaires hétérogènes.

Lorsqu'on interroge aujourd'hui les professeurs un peu anciens dans le métier sur ce qui a beaucoup changé pour eux depuis leur entrée dans l'enseignement ils désignent invariablement les élèves. Leur façon d'être et de travailler n'est plus la même, disent-ils, et leur comportement s'est dégradé : plus audacieux et moins travailleurs, ils n'acceptent plus d'emblée les règles et les codes scolaires, leur motivation semble plus faible, ils travaillent plus difficilement à la maison, ils manquent d'attention et ne savent plus se fixer sur une activité.

A ce sentiment de dégradation, s'ajoute l'idée que l'institution leur impose des tâches alourdies et que leur position dans la société ne cesse de se dégrader.

Soumis à l'injonction de "travailler autrement" les professeurs assurent, en classe, à la fois leur mission d'enseignement et une "nouvelle" mission de direction d'étude ("aider les élèves à apprendre").

Si aujourd'hui, l'Etat a fait de l'Education Nationale son premier budget, cela prouve combien les enjeux sont essentiels. Néanmoins, nombre de questions se posent : les pédagogies dès années 1960 favorisant l'initiative des élèves sont remises en cause. La diversification des structures, l'individualisation de l'enseignement, le développement des initiatives, l'objectif national des 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat sorte d'"élitisme républicain", sont autant de pistes explorées ces dernières années pour essayer de satisfaire les attentes qui pèsent sur l'Ecole, aujourd'hui.

« L'école, la plus belle réussite de la République, le vecteur de légalité des chances... » selon les paroles tenues par le Président de la République, reste un principe fortement questionné.

L'étude des langues, l'accès à la culture, aux activités artistiques, au sport sont autant de pistes à privilégier et renforcer.

La répartition des moyens entre établissements selon des critères liés à l'appartenance sociale des familles et une harmonisation de la carte scolaire pour en corriger les défauts récurrents constituent des pistes pleines de promesses.

Il n'est pas illusoire de penser que « Les familles auront le devoir de s'intéresser aux résultats scolaires de leurs enfants » (cela ne se décrète pas, mais se construit dans une

relation de confiance avec les partenaires de l'école, professeurs, éducateurs, chef d'établissement).

Le besoin de davantage de coopération, de mutualisation, d'innovation au service des jeunes est patent.

L'exigence de l'accompagnement vers le savoir, la connaissance et la citoyenneté est aujourd'hui l'essentiel de la mission de l'école.

Ce ne sont pas les conclusions de la récente enquête PISA qui peuvent nous rassurer quant à nos interrogations. Ainsi il s'avère que les écarts grandissent entre l'élite de nos meilleurs élèves plus nombreux certes mais trop souvent issus des milieux favorisés, laissant un nombre lui aussi croissant de jeunes Français dans la catégorie des mauvais élèves. Les élèves moyens sont de moins en moins nombreux.

Comment peut-on se satisfaire d'une conclusion aussi alarmante qui précise qu'en France, le milieu socio-économique a un impact significatif sur les performances scolaires, que l'écart se creuse aussi entre les garçons et les filles?

Supposée être dotée d'un des meilleurs systèmes éducatifs d'Europe, la France présente une école moyenne et surtout profondément inégalitaire.

La réponse naturelle à ce terrible constat est évidente : plus d'aide doit être concédée aux élèves issus des milieux défavorisés et pas sous forme de saupoudrage, ce qui est, par trop, la caractéristique des divers plans mis en place ces dernières années et même ces derniers mois.

Prenons l'exemple de l'école maternelle. La pré scolarisation est un système qui a fait ses preuves. Ainsi, il s'avère qu'elle est un facteur favorisant les résultats à 15 ans. Or certains, sont davantage pré scolarisés que d'autres avec les effets induits. Et bien sûr, la chute libre, ces dernières années des enfants pré scolarisés de moins de 3 ans touche particulièrement les familles défavorisées.

La massification somme toute réussie de l'enseignement ne s'est pas accompagnée de l'augmentation, pour tous, des chances de réussite.

S'il existe des points positifs dans les constats autour de l'élévation sociale entre deux générations (les enfants comparés à leurs parents) cela est vrai à une bien moindre échelle entre les jeunes issus de l'immigration et leurs camarades autochtones.

Il n'en reste pas moins vrai que les trois questions ouvertes par les fondateurs l'Ecole de la IIIème République (école qui d'ailleurs était loin d'être exemplaire) demeurent d'une grande actualité :

- l'école comme vecteur de la démocratie,
- l'école comme fondement de la laïcité,
- l'école comme garante de l'unité nationale,

La véritable école de la République n'est-elle pas celle qui proposera une école ouverte à tous, au cœur d'un service public d'éducation de qualité, école où il sera possible de dialoguer avec les jeunes et leurs familles, et en particulier celles et ceux qui en sont les plus distants culturellement ?

Certes la société a subi de profondes mutations. Il est indéniable que l'Etat n'a plus la même force ni le même rôle qu'hier, que la citoyenneté a du mal à s'affirmer dans une société placée sous le joug de la consommation et du spectacle, que la mondialisation s'impose.

Alors peut-être faut-il que l'Ecole serve à construire l'individu dans le sens de certaines valeurs de responsabilité et de raison. Ainsi, elle aura participer à éduquer les futurs citoyens capable ensuite de faire des choix dans le débat démocratique.

Les disparités de traitement se doivent d'être gommées certes mais si un consensus ne s'établit pas sur les objectifs visés par les réformes à entreprendre et surtout les moyens durables à allouer, je crains que les volontés sincères, diverses, variées mais hélas trop souvent désordonnées n'arrivent pas à améliorer l'institution prioritaire pour la nation qu'est l'Ecole.